



Project funded by the European Union  
Project implemented by IOM



## Données sur la protection et la réintégration des migrants dans la Corne de l'Afrique

*Principales conclusions des études menées dans le cadre de l'initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants dans la Corne de l'Afrique et de la mesure individuelle pour l'initiative conjointe UE-OIM en Afrique subsaharienne*

### Contenu

Contexte.....	1
Étude IMPACT et évaluation fondée sur des expériences naturelles.....	2
Étude sur le dénombrement rétrospectif pour mesurer la réintégration.....	4
Voyages intérieurs : les besoins de SMSPS des migrants de retour dans la Corne de l'Afrique.....	4
Examen par des experts de la composante SMSPS de l'initiative conjointe UE-OIM.....	6
Étude sur les partenariats pour la réintégration.....	7
Étude sur la gestion des cas.....	7
Analyse de la remigration.....	8

### Contexte

La région de la Corne de l'Afrique connaît un volume élevé de flux migratoires à l'entrée, à la sortie et à l'intérieur de la région. Les raisons de la migration varient, mais la détérioration des conditions socio-économiques est un facteur important. De nombreux migrants quittent leur pays pour chercher à l'étranger de meilleurs moyens de subsistance, souvent de manière irrégulière avec l'aide de passeurs. Cependant, le voyage et l'arrivée dans les pays de transit et d'accueil présentent de nombreux défis et risques pour les migrants, notamment des risques de protection, des violations des droits de l'homme, des restrictions de mouvement, des difficultés d'accès aux services essentiels et diverses formes de violence, d'exploitation et d'abus. De nombreux migrants se retrouvent bloqués dans les pays de transit et d'accueil, dans des situations vulnérables et exposés à des risques de protection.

Les migrants de retour sont souvent confrontés à des défis importants, notamment le fait d'arriver dans leur communauté d'origine dans un état vulnérable et de ne pas pouvoir reprendre la vie normale qu'ils menaient avant de migrer. Ils peuvent être stigmatisés par les autres membres de la communauté, subir des facteurs de stress liés à leur voyage de migration et à leur retour, ainsi qu'à la dette ou à la perte d'actifs causée par leur précédente tentative de migration. En réponse à ces défis, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a lancé le cadre de l'**approche intégrée de la réintégration** en 2017<sup>1</sup> afin d'informer la conception d'une nouvelle génération d'initiatives de réintégration. Ce cadre, ainsi que la définition de l'OIM de la réintégration

<sup>1</sup> Voir OIM (2017), [Towards an Integrated Approach to Reintegration in the context of Return](#).

durable<sup>2</sup> , soulignent la nature multidimensionnelle du processus de réintégration - économique, sociale et psychosociale - et la nécessité d'aborder la réintégration des migrants de manière globale, en tenant compte des facteurs susceptibles d'affecter la réintégration aux niveaux individuel, communautaire et structurel.

L'Initiative conjointe UE-OIM pour la protection et la réintégration des migrants dans la Corne de l'Afrique, ci-après JI-HOA, lancée en décembre 2016 avec le soutien du Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique (EUTF), est le premier programme global visant à sauver des vies, à protéger et à aider les migrants le long des principales routes migratoires en Afrique. Il opère à Djibouti, en Éthiopie, en Somalie et au Soudan, permettant aux migrants qui décident de retourner dans leur pays d'origine de le faire en toute sécurité et dans la dignité, et de recommencer leur vie. L'initiative conjointe UE-OIM représente une opportunité d'apprentissage importante pour informer l'opérationnalisation future du cadre de l'approche intégrée de la réintégration, grâce également aux initiatives de recherche et d'évaluation menées dans le cadre de ce programme. Ce dépliant rassemble certaines des principales conclusions de ces études.

Le plan d'intervention pour les migrants dans la Corne de l'Afrique et au Yémen est un plan inter-agences et inter-régional qui rassemble 48 partenaires pour fournir une aide humanitaire et une protection d'urgence et améliorer l'accès aux services de base et aux actions à moyen et long terme visant à s'attaquer aux moteurs de la migration pour les migrants et les communautés d'accueil.

## Étude IMPACT et évaluation basée sur des expériences naturelles

L'étude IMPACT est une évaluation d'impact phare visant à obtenir des estimations solides de l'impact de l'assistance à la réintégration fournie dans le cadre de la JI-HOA, à informer les définitions d'une méthodologie d'évaluation d'impact standard pour les programmes de réintégration et à améliorer la compréhension des paramètres de réintégration durable. L'évaluation a été menée par Itad<sup>3</sup> entre mars 2020 et mars 2023, et s'est concentrée sur l'Éthiopie, le Soudan et la Somalie - les trois pays ayant le plus grand nombre de cas de réintégration de rapatriés dans le programme.

L'évaluation par expérience naturelle est une composante de l'étude IMPACT qui a utilisé une approche par expérience naturelle (NE) pour comprendre comment la pandémie de COVID-19 et d'autres chocs connexes ont affecté le bien-être des rapatriés, quelles stratégies d'adaptation ont été mises en œuvre et quel rôle l'assistance de l'OIM dans le cadre de la JI-HOA a joué dans la résilience et le rétablissement. Les NE sont des approches de recherche qui utilisent des changements non planifiés pour tester des hypothèses importantes, mais ils n'ont pas souvent été utilisés dans les évaluations jusqu'à présent. Si l'événement principal qui a inspiré cette NE est la pandémie de COVID-19 et les mesures de contrôle associées, d'importants chocs cooccurrents - conflits, inondations, criquets - ont été impossibles à dissocier des effets de la pandémie. Collectivement, ces chocs, la pandémie et les mesures de lutte sont désignés dans la NE comme le choc lié à COVID (CLS).

**Les résultats de l'étude IMPACT ont montré un impact positif global de la JI-HOA sur la réintégration durable des rapatriés aidés dans le cadre du programme en Éthiopie et en Somalie.** Les résultats ont été particulièrement probants en Éthiopie, où les scores de réintégration des rapatriés ont convergé avec ceux d'un groupe comparable de non-migrants à la fin de l'étude, soulignant que les rapatriés s'étaient largement rapprochés de ceux qui n'avaient pas migré. En Somalie, les scores des rapatriés étaient nettement meilleurs à la fin de l'étude que ceux des non-migrants. Cependant, au Soudan, les résultats étaient différents, les rapatriés ayant systématiquement des scores de réintégration plus élevés que les non-migrants, sans qu'aucun des deux groupes ne s'améliore au fil du temps. L'absence d'amélioration au fil du temps pourrait s'expliquer par les

---

<sup>2</sup> L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) considère que la réintégration est durable lorsque "les rapatriés ont atteint des niveaux d'autosuffisance économique, de stabilité sociale au sein de leur communauté et de bien-être psychosocial qui leur permettent de faire face aux facteurs de (re)migration. Ayant atteint une réintégration durable, les rapatriés sont en mesure de faire de la poursuite de leur migration une question de choix, plutôt que de nécessité".

<sup>3</sup> En partenariat avec Statistics for Sustainable Development (Stats4SD), JaRco Consulting (Éthiopie), Dansom (Somalie) et Sayara (Soudan).

conditions socio-économiques difficiles (conflit, grave instabilité politique et macroéconomique), qui ont affecté les résultats de réintégration des rapatriés, en particulier au Soudan.

**L'aide à la création de micro-entreprises fournie par la JI-HOA s'est avérée avoir un impact attribuable sur la réintégration, en particulier en Éthiopie.** Ceux qui ont bénéficié à la fois d'une aide à la *création de micro-entreprise* et d'une formation à la *création et à l'amélioration d'une entreprise* ont obtenu de meilleurs résultats en Éthiopie. En revanche, la combinaison de l'aide à la création de micro-entreprises et de la formation commerciale n'a pas entraîné d'augmentation significative des résultats en matière de réintégration en Somalie et au Soudan. Les modalités basées sur l'argent liquide ont généralement été plus efficaces pour atténuer les chocs à court terme que l'assistance en nature, mais elles n'ont pas modifié la trajectoire de rétablissement ni eu d'impact sur la réintégration.

L'une des principales conclusions est que **la pandémie de COVID-19 et les chocs associés<sup>4</sup> ont eu un impact significatif sur les moyens de subsistance des rapatriés** dans les trois pays où l'évaluation a été réalisée. L'ampleur de l'impact varie en fonction des sources de revenus des rapatriés avant la crise, environ 60 pour cent des rapatriés travaillant à leur compte ayant dû fermer leur entreprise pendant les périodes de fermeture. La pandémie a également affecté l'accès des rapatriés à la nourriture, à la santé, au logement et à l'éducation, ainsi que leur acceptation par les membres de leur famille et de leur communauté.

Les rapatriés ont eu recours à diverses stratégies d'adaptation pour atténuer l'impact de la pandémie sur leur bien-être, notamment en s'appuyant sur leur famille et leurs réseaux sociaux et en s'investissant davantage dans l'agriculture. L'étude a montré que **l'engagement dans l'agriculture était une stratégie de résilience particulièrement efficace pour atténuer l'impact du CLS sur le bien-être des rapatriés et contribuer à leur rétablissement.** Le soutien aux micro-entreprises fourni par la JI-HOA a également contribué à atténuer la baisse du bien-être des rapatriés dans six domaines sur huit.<sup>5</sup>

En outre, le temps nécessaire à la JI-HOA pour fournir une assistance économique aux rapatriés a varié considérablement. Cette variation de temps a eu un impact significatif sur les rapatriés, car plus **longtemps un rapatrié a bénéficié du soutien de la JI-HOA, moins le CLS a eu d'impact sur son bien-être.**

**Si le soutien économique de la JI-HOA a contribué à atténuer l'impact du CLS sur le bien-être, il n'a pas eu d'effet apparent sur le rétablissement après le choc.** L'évaluation a montré que l'aide à la micro-entreprise ou les actifs qu'elle avait permis de constituer ont été monétisés pour assurer la subsistance, ce qui a atténué l'impact du CLS mais a compromis le rétablissement ultérieur. Cependant, l'aide financière d'urgence, une somme modeste déduite de l'aide aux micro-entreprises, a eu un effet significatif sur l'atténuation de la dimension la plus grave de l'insécurité alimentaire et sur le rétablissement en Éthiopie.

En outre, l'évaluation a mis en évidence **les difficultés à comprendre comment les rapatriés vivant avec des handicaps physiques et mentaux ont été affectés par le CLS et y ont réagi.** Deux tiers des rapatriés ont refusé de répondre à une série de questions sur ces sujets, ce qui a considérablement réduit la confiance dans les résultats quantitatifs.

Enfin, l'évaluation a montré que les approches méthodologiques appliquées dans le cadre du NE étaient valables et réalisables et qu'elles pouvaient être reproduites ailleurs. **Le NE a fourni des informations crédibles sur les expériences des personnes qui ont vécu et réagi au CLS, ce qui pourrait améliorer l'efficacité des programmes de la JI-HOA.** L'étude suggère que le NE pourrait être adapté à de futurs chocs sévères, ce qui permettrait aux programmes d'obtenir des informations qui ne seraient pas disponibles autrement.

---

<sup>4</sup> La pandémie de COVID-19 a été exacerbée par d'autres événements extrêmes qui ont touché la région de l'Est et de la Corne de l'Afrique de manière inégale à peu près au même moment en 2020 (notamment : infestations de criquets pèlerins, inondations dans certaines parties de la Somalie et du Soudan, et conflits, en particulier dans le sud de la Somalie). Comme il est difficile de séparer les effets de ces chocs cooccurents du choc causé par la pandémie, y compris les mesures prises par les gouvernements pour limiter la propagation de l'infection, l'étude se réfère à ces chocs collectivement en tant que chocs liés à COVID-19.

<sup>5</sup> Repas par jour, jours avec des aliments riches en protéines, taille des repas, accès aux soins de santé, logement et acceptation par la famille/la communauté

## Étude sur le dénombrement rétrospectif pour mesurer la réintégration

L'étude, menée par un professeur de l'Institut universitaire européen, confirme la validité de l'utilisation de données rétrospectives pour l'étude IMPACT et fournit également des recommandations pour l'intégration de questions rétrospectives dans les enquêtes liées à la réintégration. L'étude est basée sur les données rétrospectives recueillies par le biais du questionnaire de l'enquête sur la durabilité de la réintégration.

L'étude explore l'utilisation d'enquêtes rétrospectives comme méthode de mesure de la base de référence des programmes de politique migratoire, en particulier dans le contexte des populations transitoires, des pays en développement et des interventions politiques réactives<sup>6</sup>. Les enquêtes rétrospectives utilisent des questions de rappel pour mesurer des états passés, tels que la situation économique ou psychologique d'un individu, afin de produire des estimations de base qui peuvent être utilisées pour calculer les changements au fil du temps.

Bien que les enquêtes rétrospectives aient été utilisées pour évaluer les effets des politiques publiques, elles ont été critiquées pour leurs erreurs de mesure potentielles, notamment la susceptibilité au biais de survie, les exigences cognitives élevées imposées aux répondants et les réponses biaisées pour éviter les dissonances cognitives avec les auto-évaluations ou les récits contemporains. Cependant, les preuves empiriques restent mitigées, certaines études montrant que le biais augmente avec le passage du temps et d'autres constatant une influence faible et incertaine du souvenir.

L'étude suggère que **la précision peut être améliorée en se concentrant sur les événements récents, en liant les questions aux événements marquants de la vie**, tels que le mariage, la naissance d'enfants ou la migration de retour, en posant les mêmes questions rétrospectives à plusieurs membres d'un même ménage et en enregistrant la qualité de l'entretien.

Globalement, l'étude conclut que **les mesures rétrospectives présentent des avantages pratiques et logistiques significatifs par rapport aux approches par panel<sup>7</sup>**, notamment en termes d'efficacité, car les approches par panel sont sujettes à l'attrition<sup>8</sup> et à d'autres biais qui sont particulièrement problématiques lorsqu'il s'agit de populations transitoires.

L'étude recommande aux **chercheurs d'utiliser idéalement les deux formes de mesure de référence dans les évaluations d'impact et autres initiatives de suivi et d'évaluation menées dans le contexte de la réintégration des migrants de retour**. Toutefois, lors de l'utilisation de mesures rétrospectives, il est essentiel i) de collecter des données sur la facilité de mémorisation déclarée de la période mesurée, ii) de tester la variation des résultats en fonction de la mémoire déclarée, iii) de donner la priorité aux entretiens en face-à-face, car il a été constaté que les entretiens téléphoniques augmentent les problèmes de mémoire déclarés par les personnes interrogées.

## Voyages intérieurs : les besoins de SMSPS des migrants de retour dans la Corne de l'Afrique

---

<sup>6</sup> Les interventions politiques réactives sont des politiques mises en œuvre en réponse à une crise, un problème ou un événement. Il s'agit par exemple de programmes d'aide d'urgence, tels que l'aide en cas de catastrophe ou le soutien financier en réponse à une récession économique.

<sup>7</sup> Un modèle de panel, également appelé modèle longitudinal ou modèle mixte, est une technique d'analyse statistique utilisée pour examiner la relation entre les variables dans le temps, les individus ou les deux. Il implique l'analyse d'un ensemble de données comprenant de multiples observations des mêmes individus ou entités sur une période donnée et est souvent utilisé dans la recherche en sciences sociales pour étudier les effets des politiques, des programmes ou des interventions sur les résultats d'intérêt.

<sup>8</sup> L'attrition se produit lorsque les participants quittent une étude.

Cette étude à méthode mixte a été menée par un spécialiste de la santé mentale et du soutien psychosocial (MHPSS) et s'est concentrée sur les besoins en matière de santé mentale et de soutien psychosocial des migrants de retour en Éthiopie, en Somalie et au Soudan, fournissant une analyse détaillée des expériences et des mécanismes d'adaptation des rapatriés. Une enquête quantitative connexe a utilisé des échelles psychométriques standard pour estimer l'incidence des troubles mentaux courants parmi les bénéficiaires du programme (en comparant également les résultats avec un groupe témoin de non-migrants appariés en Éthiopie).

L'étude met en lumière les différentes raisons pour lesquelles les migrants de la région de la Corne de l'Afrique entreprennent des voyages migratoires, ainsi que les défis et les risques auxquels ils sont confrontés au cours de ces voyages. **L'étude constate que les migrants émigrent pour des raisons socio-économiques telles que le chômage, le sous-emploi, les salaires insuffisants et le désir d'améliorer leur niveau de vie.** La famille et la pression des pairs jouent également un rôle important dans les décisions de migration, en particulier en Éthiopie et en Somalie.

L'étude identifie également **les risques et les menaces auxquels les migrants sont confrontés au cours de leur parcours migratoire**, notamment le **manque d'accès aux besoins de base, l'épuisement physique extrême, les maladies et divers types d'abus et de violence, tels que les abus physiques, verbaux et sexuels, l'exploitation économique et l'exploitation par le travail, ainsi que le racisme et la discrimination.** Ces expériences ont des conséquences importantes pour les migrants de retour au niveau individuel et socio-relational, notamment des problèmes de santé ou des handicaps, des troubles du sommeil, des cauchemars, des sentiments de honte, de culpabilité et de colère, la désorientation, l'anxiété, l'instabilité émotionnelle, la détérioration ou la rupture des relations, la stigmatisation, la marginalisation et l'isolement par rapport aux autres. Alors que les attitudes racistes et discriminatoires tout au long du voyage et dans les pays de destination ont créé un risque d'exclusion sociale et de marginalisation pour les rapatriés, ces derniers se sont souvent isolés lorsqu'ils ont été confrontés à la stigmatisation à leur retour. Cette stigmatisation a été observée de manière beaucoup plus marquée à l'égard des femmes qui rentrent au pays, car elles sont souvent considérées comme ayant été victimes d'abus sexuels et d'exploitation.

Il est essentiel de comprendre la relation dynamique entre les migrants de retour et les contextes environnementaux qui les entourent, y compris les familles, les communautés et les lois, politiques et cadres qui les guident, pour faciliter les processus de réintégration aux niveaux individuel, communautaire et structurel. De nombreux migrants de retour ayant participé à cette étude ont fait preuve d'une grande résilience face à diverses expériences difficiles, en utilisant leurs compétences personnelles d'adaptation et/ou interrelationnelles. **L'étude recommande une approche basée sur la résilience qui reconnaît les nombreuses stratégies d'adaptation positives et les ressources dont disposent les migrants de retour. Le soutien familial, le soutien par les pairs et les réseaux sociaux sont identifiés comme des facteurs sociaux et interpersonnels essentiels qui facilitent la réintégration des migrants de retour.**

**Le soutien des pairs et les réseaux sociaux**, en particulier parmi les migrants de retour eux-mêmes, **ont grandement contribué à la réintégration.** Les migrants de retour ont indiqué qu'ils s'entraidaient de diverses manières, allant de l'apprentissage mutuel d'un certain travail à la collecte d'argent par les uns et les autres pour l'utiliser en cas de besoin. Les activités communautaires de SMSPS ont également joué un rôle crucial en facilitant l'interaction entre les rapatriés et les autres membres de la communauté et en réduisant la stigmatisation à l'égard des rapatriés, ce qui a grandement contribué au bien-être psychosocial et à la réintégration des rapatriés.

**L'étude recommande que l'engagement des familles soit un élément obligatoire de l'assistance à la réintégration**, que les familles soient préparées au retour du membre de leur famille et qu'elles soient soutenues pour être accueillantes et acceptantes. Les rapatriés doivent être activement encouragés à développer leurs propres réseaux sociaux dans le cadre de leur processus de réintégration, en participant à la vie de la communauté et à d'autres activités sociales qu'ils apprécient et qui les mettent en contact avec d'autres personnes. Cela devrait faire partie du processus de planification de la réintégration.

L'étude a révélé que la pénurie de services destinés à répondre aux besoins fondamentaux des migrants de retour, notamment en matière de nourriture, de logement, d'habillement et de soins médicaux, a entraîné une

perturbation du bien-être psychosocial. Les migrants de retour dont les besoins de base ont été satisfaits ont fait état d'un meilleur bien-être psychosocial et d'une meilleure adaptation aux défis de la vie quotidienne. **L'aide à la réintégration fournie par l'OIM s'est révélée être un facteur facilitant fortement la réintégration des migrants de retour dans leur pays d'origine.** Simultanément, les retards dans la fourniture de cette assistance ont eu des effets négatifs sur la santé mentale et le bien-être des rapatriés. Les séances individuelles de conseil psychosocial fournies par l'OIM ou ses partenaires de mise en œuvre dans le cadre de l'assistance intégrée à la réintégration ont aidé les rapatriés à retrouver espoir et motivation et les ont dotés d'outils de base à utiliser en cas de détresse, bien que l'activité n'ait pas toujours été bien structurée.

**L'étude souligne la nécessité de fournir un soutien psychosocial à plusieurs niveaux aux migrants de retour, y compris des activités de santé mentale et de soutien psychosocial, qui se concentrent sur les niveaux individuel, communautaire et structurel, et l'importance d'impliquer les communautés et les comités communautaires dans le processus de réintégration.** Les communautés peuvent jouer un rôle clé dans le soutien à la réintégration des migrants de retour, en leur apportant le soutien social et économique nécessaire pour reconstruire leur vie.

## Examen par des experts de la composante SMSPS de l'initiative conjointe UE-OIM

Cette étude d'experts tire les leçons de l'expérience de la fourniture de services de santé mentale et de soutien psychosocial (MHPSS) dans le cadre du programme JI-HOA. Les conclusions et les recommandations de l'étude ont été déterminantes dans l'élaboration de la stratégie de SMSPS du Bureau régional de l'OIM pour l'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique et du cadre de suivi et d'évaluation des activités de SMSPS dans le contexte du retour et de la réintégration.

Les résultats ont été analysés selon quatre axes analytiques : l'architecture du programme JI-HOA et la dotation en personnel de la SMSPS, l'intégration des services de SMSPS, les activités communautaires de SMSPS et l'orientation, le partenariat et le renforcement des capacités.

En ce qui concerne l'**architecture**, l'examen a révélé que la SMSPS devrait être systématiquement incluse, correctement conçue et bien intégrée dans les principaux documents des programmes de retour et de réintégration. Il a été recommandé **d'élaborer et de normaliser des outils de SMSPS pour chaque pays, de veiller à ce que toutes les activités de SMSPS aient des objectifs et des résultats clairs, d'élaborer des cadres communs de suivi et d'établissement de rapports, de fournir des activités régulières de renforcement des capacités et une supervision technique au personnel de la SMSPS, et d'employer un spécialiste permanent de la SMSPS au niveau régional.**

En ce qui concerne l'**intégration des services de la SMSPS**, l'étude a souligné l'importance d'**identifier les forces et les compétences des migrants de retour afin de renforcer leur résilience, leur confiance en soi, leur autonomie et leur inclusion.** Un glossaire des activités de la SMSPS, ainsi que des lignes directrices sur la manière de mener ces activités avec les migrants de retour, leurs familles et d'autres membres de la communauté, ont également été suggérés pour améliorer la cohérence et la qualité des activités proposées.

En ce qui concerne les activités de SMSPS au niveau communautaire, l'étude **recommande de s'appuyer sur les capacités existantes des comités communautaires plutôt que de créer des structures distinctes.** L'étude a suggéré de mobiliser les structures de soutien communautaires existantes pour renforcer les initiatives communautaires durables, de systématiser les activités de renforcement des capacités de la SMSPS avec des objectifs clairs et d'améliorer les capacités des communautés à mettre en œuvre des interventions psychosociales. Il existe déjà de nombreux exemples positifs à cet égard dans les pays de la JI-HOA, sur lesquels il est important de s'appuyer.

Enfin, l'examen a souligné la nécessité de **renforcer les partenariats avec les prestataires de services gouvernementaux et non gouvernementaux** de la SMSPS pour une assistance à la réintégration intégrée et

coordonnée. Des recommandations ont été faites pour s'assurer que des gestionnaires de cas/conseillers en réintégration formés et supervisés répondent aux besoins psychosociaux, tout en renforçant les partenariats avec les organisations locales qui ont la confiance des communautés et en s'appuyant sur leurs capacités. L'examen a également suggéré d'évaluer les lacunes en matière de développement des capacités et les besoins de formation des partenaires clés et de s'assurer qu'ils connaissent les principes clés de la SMSPS et les lignes directrices mondiales. D'une manière générale, l'étude suggère que le renforcement des capacités nécessite plus qu'une simple formation ad hoc, et qu'il est mieux assuré par le mentorat, l'accompagnement en cours d'emploi et le partage régulier des connaissances pour tous les partenaires.

## Étude sur les partenariats pour la réintégration

L'étude, menée par un chercheur indépendant, développe un cadre conceptuel pour l'évaluation de la performance des partenariats dans le contexte des initiatives de réintégration et l'applique au cas de l'initiative conjointe UE-OIM, dans le cadre de laquelle un grand nombre de partenariats ont été établis pour fournir une assistance à la réintégration.

Pour élaborer un cadre analytique permettant d'évaluer les performances des partenariats, l'étude s'inspire de modèles et d'études existants et intègre divers concepts et attributs pertinents pour la dynamique des partenariats. Les concepts clés identifiés sont le pouvoir, les complémentarités, une vision et des objectifs clairement définis, la confiance, la communication et la coordination, l'autonomisation des partenaires, la qualité du partenariat, la satisfaction et la responsabilité.

Conformément à la littérature existante, l'étude montre que la **dynamique du pouvoir** joue un rôle crucial dans la réussite des partenariats. Dans les partenariats de la JI-HOA, les déséquilibres de pouvoir ont été identifiés comme un problème majeur. Plus précisément, l'OIM occupait une position dominante dans les partenariats avec les organisations locales recevant des contributions financières de l'OIM pour fournir différentes formes d'aide à la réintégration, tant au niveau individuel qu'au niveau communautaire. En conséquence, certains partenaires se sentaient inégaux ou impuissants lorsqu'ils étaient confrontés à des difficultés dans la mise en œuvre des activités du partenariat. D'autre part, la dynamique du pouvoir dans les partenariats entre l'OIM et les homologues gouvernementaux était davantage en faveur de cette dernière partie. Dans ce contexte, l'OIM a estimé qu'elle manquait de poids et d'influence politique pour faciliter la mise en œuvre des interventions au niveau structurel.

La question de savoir comment gérer les déséquilibres de pouvoir pour parvenir à des partenariats fructueux dans la fourniture de l'assistance à la réintégration reste ouverte et n'a probablement pas de réponse unique. Des études de cas sont incluses dans cette recherche pour illustrer la manière dont les partenariats ont joué un rôle clé dans la mise en œuvre de l'initiative conjointe UE-OIM et les problèmes pratiques rencontrés dans le processus de gestion de la relation. L'analyse comparative souligne comment les conditions différentes dans les pays du programme ont conduit à la formation de différents portefeuilles de partenariats (par exemple, certains se sont concentrés sur l'extension géographique, d'autres sur la fourniture de services spécialisés) et de structures pour leur gestion.

## Étude sur la gestion de cas

La gestion des dossiers est un aspect fondamental de l'opérationnalisation de l'approche intégrée de la réintégration. Cette étude, menée par Independent Social Performance, comprenait un examen des pratiques de gestion des dossiers dans neuf pays où le programme de l'Initiative conjointe UE-OIM a été mis en œuvre, avec une analyse comparative effectuée pour mieux illustrer les défis spécifiques à la gestion des dossiers dans le contexte de la protection, du retour et de la réintégration des migrants et pour identifier les meilleures pratiques. L'étude a également cherché à développer des ressources pratiques pour la mise en place de structures et de processus de gestion des dossiers dans les programmes futurs.

Sur la base des expériences des bénéficiaires, la continuité de l'assistance aux bénéficiaires pendant le transfert des dossiers entre les missions avant et après le retour, ainsi que la fourniture d'informations détaillées sur le

processus de réintégration avant le retour ont été identifiées comme des domaines d'intervention clés pour l'amélioration des pratiques de gestion des dossiers. Après le retour, les bénéficiaires étaient généralement satisfaits des modes et de la fréquence des communications avec les assistants sociaux, même si la satisfaction à l'égard de l'assistance à la réintégration elle-même pouvait être faible.

Dans l'ensemble, l'étude souligne l'importance d'améliorer les voies de communication et le transfert d'informations au cours du processus de transfert des dossiers, de gérer les attentes des bénéficiaires et de prévenir la désinformation. Elle suggère également la nécessité d'une formation supplémentaire et d'un renforcement des capacités des assistants sociaux en matière de compétences de conseil, de premiers secours psychologiques, de SMSPS, d'assistance aux victimes de la traite, de violence sexiste, d'approches spécifiques pour les hommes victimes de violence sexiste, de gestion de la charge de travail et de gestion du stress.

Au niveau institutionnel, l'étude recommande la création d'un groupe de travail sur la gestion des dossiers au sein de l'OIM, chargé de surveiller le bien-être des travailleurs sociaux, d'améliorer la communication et les processus de retour d'information entre les travailleurs sociaux et les équipes de suivi et d'évaluation, d'inclure la gestion des dossiers dans les cadres logiques en développant des indicateurs spécifiques de gestion des dossiers, de reconnaître les différents modèles de gestion des dossiers et leur application dans des contextes différents. Des recommandations relatives à la manière dont le processus de gestion des dossiers devrait considérer les familles comme un acteur central des processus de réintégration et les impliquer plus systématiquement sont également formulées.

## Analyse de la remigration

L'étude a été menée en collaboration avec des universitaires de l'Université de Warwick et de l'Université de Potsdam. Elle utilise une méthodologie innovante (Discrete Choice Experiment) pour produire une analyse solide des intentions de remigration parmi les bénéficiaires du programme (en Éthiopie, en Somalie et au Soudan) et un groupe de contrôle (en Éthiopie uniquement).

L'étude met en lumière les facteurs qui motivent les intentions de remigration. Les participants à l'étude se sont vus présenter un scénario dans lequel ils pouvaient décider de migrer (par des voies irrégulières) ou de rester dans le pays, sur la base d'attributs tels que leur revenu dans le pays ou à l'étranger, le risque encouru par la migration et le coût de la migration. Une constatation importante est que la plupart des rapatriés préfèrent nettement ne pas émigrer, quelles que soient les caractéristiques qui leur sont présentées. Lorsque les rapatriés font des compromis, on constate que le revenu au pays est le facteur le plus important qui détermine les intentions de remigration : l'augmentation du revenu au pays se traduit par une réduction plus que proportionnelle de l'intention de remigrer. L'expérience de conditions économiques difficiles et la stigmatisation sont en revanche associées à une forte préférence pour la remigration, quels que soient les attributs. L'étude montre également que le fait que l'assistance à la réintégration économique soit fournie en espèces ou en nature ne se traduit pas par une préférence significativement plus forte ou plus faible pour l'émigration.

**L'étude se penche également sur la migration interne après le retour et constate que la plupart des rapatriés (85-95%) retournent dans les communautés où ils vivaient avant de migrer.** Ceux qui expriment un intérêt pour la migration interne sont motivés par un meilleur accès à l'emploi et par la volonté d'éviter la stigmatisation dans la communauté d'origine.

Dans l'ensemble, **les données montrent clairement qu'il est important d'accroître les opportunités économiques et de réduire la stigmatisation** pour limiter le retour à des formes de migration irrégulières et dangereuses. .